



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 111 – 20 AVRIL 2018

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

KENYA :
OUVERTURE
D'UN NOUVEAU
MAGASIN
CARREFOUR A
NAIROBI

LA COMMISSION DES
MARCHES FINANCIERS
DU CAMEROUN (CMF)
ET SON HOMOLOGUE EN
AFRIQUE CENTRALE
(COSUMAF) SIGNENT
UNE CONVENTION DE
COOPERATION

LIBERIA : LA BANQUE
CENTRALE S'ENGAGE
CONTRE LA HAUSSE DES
COURS PARALLELES DU
DOLLAR LIBERIEN

TCHAD : LA PREMIERE
REVUE DU
PROGRAMME POUR LE
TCHAD A ETE ADOPTEE
PAR LE CONSEIL
D'ADMINISTRATION DU
FMI

NIGER : RESTITUTION
ENCOURAGEANTE DE
LA MISSION DU FMI A
NIAMEY

BENIN :
REDIMENSIONNEMENT
DU RESEAU A FIBRE
OPTIQUE EN COURS DE
CONSTRUCTION

CONGO-BRAZZAVILLE :
LA BAFD DISPOSE
DESORMAIS D'UN
BUREAU DE LIAISON
DANS LE PAYS

SENEGAL : 2EME
PHASE DU
PROGRAMME
D'ACCELERATION DE LA
CADENCE DE
L'AGRICULTURE
SENEGALAISE

NIGERIA :
L'INTRODUCTION EN
BOURSE DE MTN
REPOUSSEE A FIN 2018



ACTUALITE REGIONALE

▼ **Marché régional ouest africain de l'électricité : vers un lancement en juin 2018**

Le président du Système d'échanges d'énergie électrique Ouest africain (EEEOA) de la CEDEAO, Usman Mohammed, a annoncé le lancement du marché régional de l'électricité pour juin 2018. En parallèle, Usman Mohammed a divulgué un programme de construction pour la composante nigériane d'une ligne de transmission qui reliera Nigeria, Bénin, Niger et Burkina Faso. Le projet bénéficie de financements de bailleurs de fonds, notamment de la Banque africaine de développement (BAfD), concentrés sur Ouagadougou et Niamey, et de l'Agence française de développement qui participe au financement du projet au Niger.

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ **La Commission des marchés financiers du Cameroun (CMF) et son homologue en Afrique centrale (Cosumaf) signent une convention de coopération**

Cette signature intervient dans le cadre de la fusion prochaine des bourses de Libreville (Gabon) et de Douala (Cameroun). Ainsi, pendant la phase transitoire qui ne devra pas excéder la date du 30 juin 2019, la Cosumaf et la CMF s'obligent à se transmettre, recevoir ou échanger toutes les informations et la documentation jugées utiles à l'exercice de leurs missions respectives. Pour mémoire, c'est le 31 octobre 2017 que les chefs d'État de la CEMAC ont décidé qu'il n'y aurait plus qu'un seul régulateur financier régional dont le siège est fixé à Libreville et une seule bourse des valeurs de la Communauté, basée à Douala

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ **120 Mds FCFA (183 M EUR) de la Banque mondiale pour lutter contre l'érosion côtière en Afrique de l'Ouest**

Cet appui va bénéficier à six pays ouest-africains - Bénin, Côte d'Ivoire, Mauritanie, Sao-Tomé-Et-Principe, Sénégal et Togo - dans le cadre du Programme de gestion du littoral ouest-africain (WACA) de la Banque mondiale. L'objectif est de réduire à la fois les inondations et la pollution maritime. L'appui se compose d'un prêt de 120 M USD (97 M EUR) et d'un don de 70 M USD (56,5 M EUR) de l'Association internationale de développement (IDA), complétés de financements du Fonds pour l'environnement mondial (16 M EUR), du Fonds nordique de développement (13,1 M EUR) et du Fonds français pour l'environnement mondial (1,3 M EUR). Pour rappel, les zones côtières participent à 56 % du PIB de la région.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ Afrique du Sud : accélération de la croissance de la production minière de 3,1 % en février

La production minière a augmenté de 3,1 % en g.a en février 2018, après 2,9 % en janvier dernier, essentiellement soutenue par la hausse de la production de diamants (+42,9 % soit +2 points de pourcentage). En rythme mensuel, la production minière a progressé de 0,9 %. Les chiffres de la production minière restent néanmoins très volatiles en raison de la fluctuation des prix et de la demande extérieure. Cependant, ces deux facteurs devraient s'améliorer en 2018 et ainsi tirer la production et les exportations à la hausse.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Mozambique : baisse du taux d'intérêt de 150 points de base (pdb) à 16,5 %

Le 11 avril, la Banque du Mozambique a décidé de réduire son taux directeur (de 150 pdb passant de 18 % à 16,5 %) et la facilité de prêt marginal (de 100 pdb à 18 %). Par ailleurs, le taux des réserves obligatoires a été maintenu à 14 % en monnaie locale et à 22 % en devises. La Banque centrale justifie sa décision par le faible niveau de l'inflation (avoisinant les 3 % contre 21,6 % il y a un an). Les réserves de change s'établissent à 3,26 M USD à la fin de ce trimestre, soit un niveau suffisant pour couvrir 7,2 mois d'importations de biens et de services.

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Namibie : maintien de l'inflation à 3,5 % en mars

En mars, l'inflation namibienne s'est maintenue à son niveau de février dernier soit +3,5 %. En rythme mensuel, elle affiche un taux de +0,1 %, soit le même qu'au mois précédent. Elle se maintient aux alentours de 3 % depuis janvier 2017, soit en-deçà de la limite haute de la cible 3-6 % de la *South African Reserve Bank* (implicitement suivie par les autorités monétaires namibiennes compte tenu de l'ancrage du dollar namibien au rand).

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Zambie : baisse des prévisions de croissance de la Banque mondiale à 4,1 %

La Banque mondiale a de nouveau revu à la baisse ces prévisions de croissance pour les années à venir : +4,1 % en 2018 et +4,5 % en 2019 en raison de la insuffisance attendue des précipitations qui viendrait réduire les rendements agricoles et entraver la génération d'électricité. En décembre dernier, les prévisions de la Banque mondiale annonçaient +4,3 % en 2018 et +4,7 % en 2017

✉ Mathilde.limbergere@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : net recul de l'inflation à 13,34 % en mars

D'après le dernier rapport du Bureau national de la statistique (NBS), l'inflation en mars s'établit à 13,34 % en glissement annuel contre 14,33 % au mois de février, soit son 14^{ème} recul successif en g.a.. De même, l'indice des prix des biens alimentaires est en net recul à 16,08 % en mars contre 17,59 % au mois de février. L'indice pour le logement, l'eau, l'électricité, le gaz et autres carburants a progressé de 7 % en g.a.. Les prix des carburants sont à nouveau en baisse après des hausses importantes en début d'année, à 163,4 NGN (contre 172,5 NGN en février) pour le prix moyen du litre d'essence, et 206,41 NGN (209,89 NGN le mois précédent) pour le diesel. Le prix du kérosène est en légère baisse à 268,99 NGN (288,57 NGN en février).

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Nigéria : le Président Buhari annonce son intention de se représenter pour 2019

Le Président de la République fédérale du Nigéria, Muhammadu Buhari, a annoncé lundi 9 avril au cours du Comité de direction de l'APC (parti au pouvoir), son intention de se porter candidat à sa propre succession pour les présidentielles de février 2019. Selon un communiqué rendu public par son cabinet, Muhammadu Buhari répond ainsi « à la clameur des nigériens lui demandant de se représenter », précisant qu'il a voulu réserver la primeur de son annonce à l'APC. Accompagnant cette annonce, plusieurs journaux nigériens ont relevé que la bourse nigérienne a perdu 1,01 % dans les heures qui ont suivi, atteignant son plus bas sur trois mois.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Libéria : la Banque centrale s'engage contre la hausse des cours parallèles du dollar libérien

La Banque centrale libérienne (CBL) s'est engagée à lutter contre la hausse du cours du dollar libérien sur les marchés parallèles. A cet effet, un accord a été conclu le 6 avril avec l'Association libérienne des Bureaux de changes (NAFEBOL). Selon le communiqué de la CBL, ces hausses seraient dues à l'action de sociétés et d'opérateurs illégaux. L'accord prévoit également de renforcer la NAFEBOL comme acteur économique, en permettant à terme à ses membres de participer aux adjudications de devises de la CBL.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le gouvernement engage le comptage physique des agents de l'État

Dans le cadre de la rationalisation de la dépense salariale de l'État, le ministre des Finances a annoncé que le Gouvernement allait lancer, dès la période de paie du mois d'avril 2018, une opération de comptage physique des agents publics. Cette opération concernera toute l'étendue du territoire national. Pour rappel, les dépenses de personnel programmées dans le budget 2018 se situent à 1 024 Mds FCFA, en progression de 5,1 % par rapport aux réalisations de 2017.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Tchad : la première revue du programme pour le Tchad a été adoptée par le Conseil d'administration du FMI

Ce vendredi 13 avril 2018, le Conseil d'administration du Fonds monétaire international (FMI) a examiné, puis adopté la première revue du programme triennal signé le 30 juin 2017 avec le Tchad. Le décaissement de 50 M USD, prévu pour fin 2017 mais ajourné faute d'accord sur le rééchelonnement de la dette contractée auprès de Glencore, devrait intervenir dans les jours à venir. Cette décision du FMI ouvre également la voie aux décaissements des appuis budgétaires de la Banque mondiale et de l'Union européenne, conditionnés également à la validation de la revue du programme. Au total, le Tchad devrait percevoir dans les prochaines semaines 80 Mds FCFA au titre de l'exercice 2017.

✉ couleaudc@afd.fr

▼ Kenya : l'investissement public, moteur de la croissance kényane

Entre 2014 et 2017, la contribution du secteur public à la croissance kényane a doublé, passant de 1,1 point de PIB en 2014 à 2,2 en 2017. En 2017, cette contribution du secteur public se répartit équitablement entre la consommation et l'investissement publics. En revanche, pour la seconde année consécutive, la contribution de l'investissement privé, établie à -0,7 pt du PIB en 2017, a été négative. Cette dégradation s'explique par les conséquences de la loi d'encadrement des taux bancaires – qui a conduit les banques à réallouer leur portefeuille en faveur du secteur public évinçant dès lors le secteur privé – ainsi que par la prolongation du cycle électoral qui a encouragé les comportements attentistes des investisseurs privés.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : dynamisme du *Seychelles Stock Exchange*

Créé en 2013, le *Seychelles Stock Exchange* connaît un développement continu même si cette place financière demeure modeste. Sa capitalisation s'est ainsi élevée à 260 M USD fin 2017 soit une hausse annuelle de 90 %. Au cours de l'année écoulée, 15 nouvelles entreprises s'y sont enregistrées, ce qui porte désormais le nombre de firmes cotées à 24. Le rendement moyen des dividendes versés s'est élevé à 3,09 %. Avec une capitalisation de 62,4 M USD, le brasseur *Seychelles Breweries Ltd* occupe une place prédominante et représente 24 % du total des actifs cotés.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : les recettes fiscales en hausse de 8,5 % pour 2018

Le 10 avril 2018, l'autorité des impôts tanzaniens (TRA) a annoncé que l'objectif de collecte des recettes fiscale, fixé à 7,7 Mds USD pour l'exercice 2017/18 devrait être atteint. Sur les neuf premiers mois de l'année budgétaire (juillet 2017 et mars 2018), TRA a collecté 5,3 Mds USD (soit 68,8 % de la cible), ce qui correspond à une augmentation de 10,4 % par rapport aux montants collectés sur la même période au cours de l'année budgétaire précédente. Cette augmentation est attribuée à la campagne menée par TRA en vue de l'identification d'au moins un million de contribuables à travers le pays d'ici fin 2018. Le nombre des contribuables s'élève aujourd'hui à 2,62 millions.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : l'inflation en forte hausse fin mars 2018

Fin mars 2018, l'inflation s'est élevée à 6,7 % en glissement annuel, un rythme élevé qui s'explique principalement par l'augmentation du prix des biens alimentaires (+15,4 %) ainsi que des boissons alcoolisées et du tabac (+10,3 %).

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Guinée : croissance économique soutenue en 2017 malgré des faiblesses budgétaires

Une mission d'évaluation du Fonds monétaire international (FMI) a conclu la 1^{ère} revue de performance économique de la Guinée dans le cadre du programme triennal de Facilité élargie de crédit (FEC) signé fin 2017. Une 1^{ère} tranche de 25 M USD (20 M EUR), sur les 170 M USD (137,6 M EUR) prévus, a déjà été décaissée à la signature. Selon la mission, la forte croissance du secteur de la bauxite tire la croissance économique vers le haut, et permet la consolidation des réserves de devises. Néanmoins, le déficit a été supérieur aux attentes, en raison à la fois de troubles sociaux dans le secteur minier, mais aussi de certaines exonérations non-justifiées et de dépenses additionnelles dans le secteur énergétique.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : restitution encourageante de la mission du FMI à Niamey

Une mission du FMI a mené des discussions sur la 2^{ème} revue du programme appuyé par la facilité élargie de crédit (FEC). L'activité économique a progressé de 4,9 % en 2017, avec une croissance de 5,2 % attendue pour 2018. Le Fonds salue la réduction du déficit budgétaire, ainsi que le respect des objectifs concernant le financement intérieur et la réduction des arriérés de paiement, mais déplore que les recettes budgétaires aient été inférieures aux niveaux attendus. Le déficit budgétaire est attendu à -4 % en 2018. Le FMI encourage également un meilleur contrôle des dépenses et de l'endettement public, ainsi qu'un approfondissement du secteur financier et l'amélioration de l'accès au financement.

✉ cossuc@afd.fr

▼ Togo : accord avec le FMI sur la 2^{ème} revue du programme FEC

Les discussions sur la 2^{ème} revue du programme de Facilité élargie de crédit (FEC) ont conclu que l'ensemble des critères (quantitatifs et structurels) avaient été respectés. L'hypothèse de croissance pour 2017 a été revue à la baisse à 4,4 % contre 5,1 % en 2016. La cible pour le solde budgétaire a été atteinte, grâce à une sous-exécution des dépenses budgétaires et non à un meilleur recouvrement des recettes internes. On observe un retard de mobilisation de 50 Mds FCFA (76 M EUR) dû à la contre-performance des douanes et à la crise politique actuelle. Enfin, le projet de restructuration des deux banques publiques (l'Union togolaise de banque et la Banque togolaise pour le commerce et l'industrie) prend du retard.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ Togo : moins 25 % d'activité pour les ¾ des entreprises au 2nd semestre 2017 à cause de la crise politique

Une enquête réalisée par la Chambre de commerce et d'industrie du Togo (CCIT), s'appuyant sur un échantillon de 912 entreprises questionnées fin 2017, a révélé que 72 % d'entre elles avaient enregistré une baisse de 25 à 30 % de leur chiffre d'affaires au 2nd semestre 2017. Parmi elles, 83 % affirment que cela provient de troubles socio-politiques.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : hausse du chômage au 4^{ème} trimestre 2017**

L'enquête nationale sur l'emploi établie par l'Agence nationale de la statistique et de la démographie (ANSD) estime que 55 % de la population en âge de travailler (63 % des hommes et 48,5 % des femmes) occupait un emploi ou en recherchait un activement lors du 4^{ème} trimestre de l'année 2017, contre 57,4 % au 3^{ème} trimestre 2017 et 57,7 % au 4^{ème} trimestre 2016. Le niveau d'emploi est lui passé de 37 % à 36 % entre le 3^{ème} et le 4^{ème} trimestre 2017 (contre 34,1 % au 4^{ème} trimestre 2016). Le taux d'activité est supérieur en zones rurales (57,3 % contre 52,5 % pour les zones urbaines), contrairement au taux d'emploi (32,9 % contre 39 %).

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Mozambique : le gouvernement modifie le code du commerce pour améliorer l'environnement des affaires**

Approuvées le 10 avril 2018, les modifications apportées concernent la réduction des procédures notariales, la levée de l'obligation d'effectuer un dépôt de capital social au moment de la constitution de la société, la protection des actionnaires minoritaires et la responsabilisation des dirigeants et membres des organes de direction.

✉ Adelia.AGOSTINHO@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : privatisation imminente de quatre entreprises publiques**

Le ministère des Entreprises publiques entend procéder sous peu à la privatisation de quatre entreprises : *National Alcohol & Liquor Factory*, *Soil Agricultural Plantation Corporation*, *Kentisha mine*, et *Filwuha spa & Lake Langano Resort*. Une période de transition de deux ans est prévue pour mener à bien le processus. Ces sociétés font partie d'une liste de dix entreprises publiques – soit la moitié des entreprises sous la tutelle du ministère des Entreprises publiques – que les autorités souhaitent privatiser.

pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : prolongation pour 3 mois du programme de déclaration de patrimoine**

Le Président Buhari a approuvé la prolongation pour 3 mois, jusqu'au 30 juin 2018, du programme de déclaration volontaire de patrimoine et de revenu (VAIDS) piloté par le ministère des Finances nigérian. Pour rappel, VAIDS permet aux débiteurs défaillants de payer leurs impôts sans pénalité. Cette décision est justifiée par le Président par la nécessité de faire progresser le ratio impôt-PIB au Nigéria, aujourd'hui l'un des plus bas au monde à 6 %. Ce ratio est en comparaison de 15,9 % au Ghana, 16 % en Inde et 27 % en Afrique du Sud.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Soudan : début d'un cycle de négociations entre les Etats-Unis et le Soudan, en vue de son retrait de la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme**

Le ministre soudanais des Affaires étrangères a indiqué cette semaine, qu'après la levée définitive des sanctions économiques américaines contre le Soudan en octobre 2017, les deux pays entamaient une deuxième phase de normalisation en vue d'un retrait du Soudan de la liste américaine des Etats soutenant le terrorisme, le pays se disant prêt à coopérer pour combattre le terrorisme et le trafic d'êtres humains. Ce retrait est important pour le Soudan : le pays est éligible à l'initiative PPTTE mais les Etats-Unis ne souhaitent pas entamer le processus aussi longtemps que le pays sera inscrit sur cette liste.

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : vers l'opérationnalisation de la Caisse des dépôts en 2018**

L'opérationnalisation de la Caisse des dépôts et des consignations du Burkina Faso (CDC-BF) est attendue pour la fin du premier semestre de 2018. Les lois portant création et régissant les dépôts et consignations ont déjà été adoptées et promulguées en 2017. Dotée de 20 Mds FCFA (30,5 M EUR), la CDC-BF doit faciliter le financement du secteur privé, qui constitue une contrainte majeure dans le développement de l'activité économique. La mise en œuvre effective de la CDC-BF est en cours avec l'accompagnement du Groupe Caisse des dépôts de la France.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : baisse de 23 % du montant des marchés publics attribués en 2017**

La revue sectorielle du ministère de l'économie, des finances et du plan (MEFP) fait état d'une baisse de 433 Mds FCFA (soit 650 M EUR) du montant des marchés publics attribués en 2017 par rapport à 2016, pour s'établir à 1 893 Mds FCFA (soit 2,84 Mds EUR). Cette baisse s'explique par la fin du cycle d'investissement lié à la mise en place de la 1^{ère} phase du Plan Sénégal Emergent qui s'achève fin 2018.

alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ Nigéria : projet de paiement sans contact pour les bus

Sterling Bank, en collaboration avec le gouvernement de l'Etat de Lagos, a annoncé le lancement d'un projet de carte sans contact Europay MasterCard et Visa (EMV), qui permettrait aux plus de 500 000 utilisateurs du système de bus rapide de Lagos de payer sans utiliser d'espèces. Cette fonctionnalité serait introduite via la carte *Lagos Connect*, lancée en novembre dernier par le gouverneur Akinwunmi Ambode. De nombreux partenaires ont contribué au projet, parmi lesquelles Mikroelektronika (Serbie), Monet Plus (Rep. Tchèque), le système de règlement interbancaire nigérian (NIBSS) et les sociétés nigérianes E-Purse Systems, Epay-plus et SecureID.

✉ Barthelemy.blanc@dgtresor.gouv.fr

▼ Bénin : redimensionnement du réseau à fibre optique en cours de construction

La 1^{ère} phase du projet de déploiement de l'internet très haut débit, exécutée dans le cadre du Projet de développement des infrastructures de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication (PDI2T), vient d'être revue à la hausse par le gouvernement. Certaines communes n'étant pas couvertes par cette 1^{ère} phase, une extension et densification du réseau à fibre optique a été validée par le conseil des ministres. Une extension de 108 à 133 sites du réseau *Long term Evolution* (LTE, norme « 3G ») de Benin Telecoms est notamment prévue.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Ghana : 50 M USD de dons chinois pour la construction d'un nouveau port de pêche à Jamestown

Le gouvernement chinois a octroyé un don de 50 M USD au gouvernement ghanéen afin de financer la construction d'un port multi-usage dans le quartier de Jamestown, à Accra. Le projet prévoit la construction d'un poste d'amarrage, d'une digue, de bâtiments de production, de transformation et de conditionnement au froid, ainsi qu'un marché aux poissons et une garderie pour enfants. Le projet pourrait générer 1 000 emplois dans une zone figurant parmi les plus défavorisées de la capitale. D'après la ministre de la Pêche et de l'Aquaculture, Elizabeth Quaye, ce nouveau complexe devrait être opérationnel dès 2019.

✉ Virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : 29,6 Mds FCFA de la BAD pour la construction d'un pont

Par décret présidentiel signé le 13 avril, Paul Biya, a habilité Alamine Ousmane Mey, ministre de l'Économie, à signer avec la Banque africaine de développement (BAfD) deux accords de prêts pour le financement partiel du projet de construction du pont sur le fleuve Logone entre les villes de Yagoua au Cameroun et Bongor au Tchad. Le premier accord porte sur une enveloppe de 21,9 Mds FCFA, et le second sur 7,8 Mds FCFA.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : le Sénat adopte deux accords signés avec la Banque mondiale

Le premier contrat de 40 M USD porte sur l'amélioration de la responsabilité relative à la gestion des finances publiques. Il se concentre sur le renforcement de la mobilisation des recettes et de la gestion de la dépense, la modernisation de l'administration publique et l'amélioration de la transparence. Il entre dans le cadre du projet des réformes intégrées du secteur public (PRISP). Le second est un don de 6,5 M USD qui vient en complément au projet Forêt et diversification économique de 2012. Ce projet vise le renforcement de la capacité du pays à mettre en œuvre sa législation forestière, notamment le renforcement des capacités institutionnelles du ministère de l'Économie forestière.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la BAfD dispose désormais d'un bureau de liaison dans le pays

La BAfD qui souhaite accompagner le Congo dans la mise en œuvre de ses réformes structurelles dans le cadre du PND 2018-2022, a décidé d'ouvrir une représentation permanente à Brazzaville. Outre le nouvel économiste résident de la BAfD, le Burkinabé Antoine Marie Tioye Sie, qui a été présenté officiellement aux autorités congolaises le 11 avril, le bureau comprendra un expert en gouvernance et un chargé de programmes. L'institution, présente au Congo avec un portefeuille d'engagements de 150 Mds FCFA (environ 230 M EUR) envisage une montée en puissance de ses opérations, en lien notamment avec la possible conclusion d'un programme économique et financier avec le FMI.

✉ Catherine.dumarche@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : La Rift Valley Railways sanctionnée pour corruption

La compagnie *Rift Valley Railways* (RVR) a été sanctionnée par la Banque mondiale pour corruption et mauvaise gestion des fonds octroyés par la SFI, sa filiale dédiée au secteur privé. Dans le cadre d'un projet de réhabilitation des chemins de fer ougandais, pour lesquels RVR avait obtenu une concession en 2006, la SFI avait octroyé à RVR un prêt de 22 MUSD en 2014 et ce, afin de financer l'achat de 20 locomotives. L'audit mené par la Banque en 2017 a révélé que les dirigeants de la RVR ont été impliqués dans des manœuvres frauduleuses dans l'achat, le financement et l'import de locomotives. La société reste toutefois éligible aux financements de la Banque, à condition de respecter les obligations inscrites dans l'accord d'entente – non diffusé – passé avec la Banque. Par ailleurs, l'Etat Ougandais a mis fin prématurément au contrat de concession signé avec la RVR : signé en 2006 pour une période de 25 ans, ce dernier a été résilié fin 2017.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : 18,3 Mds FCFA (28 M EUR) de l'UE pour la transformation des produits agro-sylvo-pastoraux

L'Union européenne débloque 18,3 Mds FCFA (28 M EUR), sous forme de don, en faveur de la transformation des produits locaux burkinabè. Ce don, qui vient soutenir le volet Valeur ajoutée des filières agricoles (VAFA) du Plan national de développement économique et social (PNDES), vise à accroître, diversifier et améliorer la qualité de l'offre des produits agro-sylvo-pastoraux. Pour mémoire, 80 % de la population active dépend du secteur agricole au Burkina Faso.

✉ pierre-antoine.pollot@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : prêt de 107 Mds FCFA (163 M EUR) de la Banque mondiale pour la diversification du secteur de la noix de cajou

Un financement de 107 Mds FCFA (163 M EUR) vient d'être approuvé par le Conseil d'administration de la Banque mondiale à la Côte d'Ivoire. Sous garantie de l'Etat ivoirien, il est le premier prêt enclave (conçu pour financer des projets rentables, autosuffisants et axés sur l'exportation) octroyé par la BM dans le secteur agroalimentaire et s'inscrit dans le cadre du Projet de promotion de la compétitivité de la chaîne de valeur de l'anacarde. Ce dernier vise à soutenir la transformation locale et à renforcer la contribution du secteur privé à la croissance économique.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : modernisation du terminal minéralier du port d'Abidjan

Une convention de 100 Mds FCFA (152,5 M EUR) a été signée entre le Port autonome d'Abidjan et la filiale ivoirienne de l'entreprise belge *Sea-Invest* pour financer l'extension du terminal minéralier. *Sea-Invest* gère le terminal depuis 2009, ainsi que le terminal fruitier. 55 Mds FCFA (84 MEUR) seront apportés par *Sea-Invest*, l'Etat ivoirien prendra en charge le reste du montant. Une première tranche de 24,3 Mds FCFA (34 M EUR) servira à l'acquisition de grues, et une seconde (30,6 Mds FCFA, soit 50 M EUR) à l'aménagement d'aire de manutention, la construction d'un hangar de stockage et l'acquisition de deux autres grues.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 3 nouveaux mémorandums avec le Koweït

La visite officielle de l'Emir du Koweït en Côte d'Ivoire a permis la signature de 3 nouveaux accords de coopération entre les deux pays. Tout d'abord, le Fonds de développement koweïtien s'est engagé à appuyer le gouvernement ivoirien dans plusieurs domaines clés (éducation, santé, transports, etc.) et dans 5 projets particuliers (dont l'achèvement de la baie de Cocody et la construction du centre hospitalier universitaire d'Abobo). Par ailleurs, des réunions de consultation régulières seront organisées afin de renforcer les relations bilatérales entre les deux ministères des affaires étrangères. Enfin, une commission mixte sera créée afin de renforcer la coopération sectorielle (notamment dans la défense, le commerce et l'énergie).

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : la Banque mondiale approuve un nouveau Cadre de partenariat

La Banque mondiale a approuvé un Cadre de partenariat avec le Niger pour la période 2018-2022. Il a pour objectifs d'augmenter progressivement la productivité et les revenus en milieu rural, de valoriser le capital humain, de promouvoir une meilleure protection sociale et gouvernance au profit des emplois, de la prestation de services et de la croissance. La Société financière internationale (SFI) continuera de se concentrer sur la promotion des micros, petites et moyennes entreprises, l'agro-industrie et le développement des infrastructures par le biais de partenariats public-privé. L'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA) s'attachera à attirer le secteur privé étranger au Niger.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Niger : inauguration de la route bitumée Zinder-Magaria frontière du Nigéria**

Le Président de la République du Niger a procédé, le 10 avril à l'inauguration de la route reliant Zinder-Bandé-Magaria et la frontière du Nigeria. Les travaux qui ont duré plus de 3 ans ont été entièrement financé par l'Union européenne dans le cadre du 10^{ème} FED pour une enveloppe globale de 11,4 Mds FCFA (17,4 M EUR) et ont été exécutés par le groupement d'entreprises tunisiennes SOBMTI et SOBATRAP.

✉ cossuc@afd.fr

▼ **Togo : l'Eximbank of India soutient le projet CI-ZO d'électrification rurale**

A l'issue de sa participation au Sommet de l'Alliance solaire internationale qui s'est déroulé à Delhi, un accord de financement de 40 M USD (32,4 M EUR) a été signé entre le Togo et l'*Eximbank of India* en soutien au projet CI-ZO d'électrification rurale. Ce dernier avait été remporté fin 2017 par l'entreprise britannique BBOX. Il vise à augmenter le taux d'électrification en milieu rural de 7 % à 40 % d'ici 2022, grâce à la fourniture de près de 300 000 kits solaires.

✉ quentin.ernoult@dgtresor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ Bénin : hausse des subventions gouvernementales pour la campagne agricole 2018/2019

Le gouvernement a décidé d'augmenter les subventions pour les équipements et intrants agricoles au profit des producteurs, afin de consolider durablement le secteur agricole. Au total, 12.6 tonnes d'engrais seront mises à la disposition des producteurs, pour un prix de rachat garanti de 6 000 FCFA par sac de 50 kg, au lieu de 12 000 FCFA lors de la précédente campagne 2017/2018.

✉ pierre-henry.lenfant@dgtresor.gouv.fr

▼ Sénégal : 2^{ème} phase du Programme d'accélération de la cadence de l'agriculture sénégalaise (PRACAS)

Le gouvernement a lancé la 2^{ème} phase du PRACAS, volet agricole du Plan Sénégal émergent (PSE). La 2^{ème} phase du PRACAS fixe l'objectif de production à 2,1M tonnes d'ici 2022. Pour mémoire, la 1^{ère} phase a permis une hausse annuelle moyenne de 25,3 % de la production de riz depuis 2014, pour atteindre 1,1 million de tonnes en 2017. L'objectif était, néanmoins, de 1,6 M tonnes. La production d'arachides a, quant à elle, augmenté de 108,4 % et les exportations de fruits et légumes de 68,2 % sur la même période.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : rachat des actions du belge Unibra dans la brasserie Zebidar par le groupe Castel

Le groupe BGI Castel a acquis 58 % des parts de l'usine de Zebidar, lesquelles étaient jusqu'à présent détenues par le belge Unibra. Cette acquisition porte à cinq le nombre de brasseries détenues par Castel en Ethiopie. Elle permet en outre au groupe de renforcer ses activités notamment dans les régions du Sud et du Sud-Ouest du pays.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ Afrique du Sud : signature des accords de rachat d'électricité avec les producteurs indépendants d'énergie renouvelable

Les accords de rachat d'électricité (PPA) avec les producteurs indépendants d'énergie renouvelable ont été signés le mercredi 4 avril, en présence du ministre de l'énergie Jeff Radebe, après un report de dernière minute le mois dernier.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Afrique du Sud : le principe « *once empowered, always empowered* » approuvé par le tribunal pour le secteur minier**

La haute cour du Gauteng a donné raison à la Chambre des Mines sur l'application du principe de « *once empowered, always empowered* » : Les entreprises ne peuvent pas être pénalisées pour la diminution de participation BEE en dessous de 26 %.

✉ Lea.bettini@dgtresor.gouv.fr

▼ **Nigéria : attribution de contrats pour la construction de gazoducs**

La Compagnie pétrolière nationale (NNPC) a annoncé cette semaine avoir octroyé deux des trois contrats prévus pour la réalisation de pipeline de gaz. Le premier contrat, valorisé à 855 M USD, concerne un tronçon de près de 200 km sur la liaison Ajaokuta-Abuja, attribué au consortium de sociétés nigérianes Oando Plc et Oil Serve. Le second tronçon, long de 220 km environ, concerne la liaison Kaduna-Kano et a été concédé au partenariat entre Brentex (Estonie) et China Petroleum Pipeline Bureau (CPP) pour un montant d'1,2 Md USD. L'ensemble du projet devrait arriver à complétion début 2020, et permettra d'approvisionner en gaz les régions Nord du pays.

✉ Julie.LANCKRIET@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ghana : accroissement des investissements attendu dans le secteur de l'extraction aurifère**

Plusieurs entreprises productrices d'or ont annoncé l'extension de leurs opérations minières au Ghana lors des prochaines années. Le sud-africain AngloGold, 3^{ème} producteur d'or mondial qui exploite la mine d'Iduapriem (région Ouest), a annoncé la réouverture de sa mine d'Obuasi et prévoit d'y investir 450 à 500 M USD d'ici 2021. L'autre entreprise sud-africaine du secteur, GoldStone, a également dévoilé un plan de réouverture qui concernerait la mine d'Akrokeri (région Ashanti). Pour rappel, le Ghana est le 11^{ème} producteur mondial d'or et le 2^{ème} d'Afrique. Le pays a exporté pour 5,8 Mds USD d'or en 2017, en progression de 17,6 % par rapport à 2016.

✉ Virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : contrat d'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEED) entre TechnipFMC et British Petroleum pour le champ gazier GTA**

L'entreprise britannique TechnipFMC s'est vue adjudger par British Petroleum (BP), le FEED pour l'unité flottante de production, stockage et déchargement (FPSO) du champ gazier du Grand-Tortue/Ahmeyin (GTA). Selon les clauses de l'accord, ce FEED pourrait aboutir à un contrat d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et d'installation (EPCI). Pour mémoire, GTA doit être mis en exploitation par BP en vertu d'un accord signé fin 2016. Les décisions finales d'investissement de BP sont attendues pour septembre 2018.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : 38,2 Mds FCFA levés par la Senelec pour son besoin de financement**

La Société d'électricité du Sénégal (Senelec) a lancé en février dernier, à travers un syndicat de placement dirigé par les sociétés sénégalaises CGF Bourse et Impaxis Securities, un emprunt obligataire de 30 Mds de FCFA (soit 46 M EUR) sur les marchés financiers de la zone UEMOA. L'obligation a finalement été sursouscrite à hauteur de 38,2 Mds FCFA (soit 58 M EUR), avec un coupon annuel de 6,5 % sur 7 ans. La majorité des investisseurs (66 %) sont des personnes morales (banques, assurances, sociétés non financières). Cet emprunt servira à financer le besoin de financement de l'entreprise publique, en augmentation après la hausse des prix du pétrole en 2017.

✉ alexandre.berna@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Ghana : 200 M USD d'investissement pour l'extension d'une usine d'assemblage de luminaires LED**

L'entreprise ghanéenne Prefos et le slovène Le-tehnika d.o.o. ont signé un accord d'investissement de 200 M USD pour l'assemblage, la fourniture et la maintenance de luminaires LED (principalement de la marque Luxtella) destinés à l'exportation sur le marché ouest-africain. Ce partenariat donnera lieu à l'extension du centre de formation de Prefos, à l'avenir capable d'accueillir 2 500 jeunes, et à l'installation de nouveaux équipements plus modernes sur le site de production, situé à Jachie, dans la région Ashanti.

✉ Virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : accord entre Ethiopian Airlines et Garuda Indonesia pour la maintenance des avions**

Ethiopian Airlines Group a signé le 11 avril un accord sur la maintenance des avions avec le transporteur indonésien *Garuda Indonesia*. Cet accord a suivi une rencontre entre le directeur général d'*Ethiopian Airlines* et la ministre indonésienne des Affaires étrangères concernant la volonté commune de rapprocher économiquement les deux pays. En parallèle, *Ethiopian Airlines* lancera en mai une nouvelle liaison Addis Abeba - Jakarta via Bangkok et ce, trois fois par semaine. L'Indonésie a également promis, si les moyens mis en place à Addis Abeba le permettent, de faire de la capitale de l'Ethiopie le hub d'entrée de ses ressortissants en Afrique.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ **Ouganda : signature d'un accord cadre pour la construction d'une raffinerie pétrolière**

Le gouvernement ougandais a signé un accord-cadre avec le consortium américano-italien *Albertine Graben Refinery Consortium* (AGRC) pour la construction d'une raffinerie pétrolière à Hoïma, pour un coût estimé entre 3 et 4 Mds USD. L'accord porte sur le développement, la conception, le financement, la construction, l'exploitation et l'entretien de la raffinerie. Le consortium AGRC est composé de YAATRA Africa (Maurice), Lionworks Group Limited (Maurice), Nuovo Pignone International SRL (une filiale italienne de General Electric) et SAIPEM SPA (Italie). Les travaux de construction devraient débuter d'ici 18 à 24 mois.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

Services

Kenya : ouverture d'un nouveau magasin Carrefour à Nairobi

Le distributeur français Carrefour, filiale du conglomérat dubaïote *Majid Al Futtaimz*, ouvrira ce jeudi un magasin dans le centre commercial de *Sarit Centre* à Westlands. Il occupera l'espace vacant laissé par le distributeur local *Uchumi*. Cette décision, qui intervient deux mois après l'ouverture d'un quatrième magasin Carrefour dans le centre commercial de *Junction*, accélère la stratégie d'implantation du distributeur au Kenya, les trois autres branches de Carrefour étant implantées dans les centres commerciaux de *Thika Road*, de *Two Rivers* et de *Hub*.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

Madagascar : lancement du service M-Kajy d'Orange

Fruit d'un partenariat entre *Orange Money* et Première Agence de Microfinance (PAMF), le service *M-Kajy* a été lancé à Tananarive le 11 avril. Destiné à promouvoir l'inclusion financière dans le pays, il consiste en un service mobile d'épargne et de prêts, accessible aux clients d'*Orange Money*. Le montant des prêts proposés s'échelonne entre 1,6 USD et 95 USD (5 000 et 300 000 MGA) au taux de 7 % et remboursables sous 30 jours – sous peine de 5 % d'intérêt supplémentaire. Les clients ont par ailleurs la possibilité de disposer d'un compte épargne gratuit pour un montant maximal de 315 USD (100 millions MGA) au taux annuel de 2,5 %. Aucun dépôt préalable n'est requis sur le compte *Orange money* du client pour avoir accès au service *M-Kajy*.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

Cameroun : Bolloré et le Conseil national des chargeurs signent une convention de partenariat

La convention de partenariat signée le 13 avril 2018 porte sur la création d'une plateforme de collaboration permanente entre l'ensemble des filiales du groupe Bolloré opérant au Cameroun, au Tchad et en République centrafricaine et le Conseil national des chargeurs du Cameroun, qui est le relais naturel des conseils tchadien et centrafricain.

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

Maurice : recours à l'expertise privée pour la gestion du réseau public de distribution des eaux

Un appel international à manifestations d'intérêt devrait être lancé courant juin pour un contrat d'affermage de 15 ans afin de confier à un opérateur privé la gestion du réseau de distribution des eaux, gestion assurée par la compagnie publique *Central Water Authority* (CWA). Ce calendrier a été annoncé par le Vice-premier ministre et ce, malgré une vive opposition des syndicats qui craignent une privatisation déguisée de l'entreprise et une hausse sensible des tarifs pour les usagers. Cette décision fait écho aux recommandations d'une étude de la Banque mondiale réalisée en 2015. Le réseau est à ce jour très déficient : les pertes sur le réseau sous évaluées à plus de 50 % de l'eau distribuée.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : l'opérateur nigérian Main One agréé pour la construction d'un câble de transmission international

Le ministre ivoirien de la Communication, de l'Economie numérique et de la Poste, Bruno Koné, a remis une licence C1 B au consortium nigérian Main One, en échange de 250 M FCFA (381 122 EUR) pour la construction d'un câble de transmission digitale internationale dès juin 2018 et qui devrait se terminer en juin 2019. C'est la 4ème installation d'un câble de la sorte autorisée par le gouvernement ivoirien. En plus d'augmenter les infrastructures de télécommunication, ce projet doit permettre une hausse de la concurrence, avec potentiellement une baisse des prix des services numériques.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Nigéria : l'introduction en bourse de MTN repoussée à fin 2018

L'introduction en bourse de 30 % des parts pour 500 M USD de la filiale nigériane de l'opérateur de téléphonie MTN (Afrique du Sud), initialement prévue mi-2018, ne devrait avoir lieu qu'à la fin de l'année si les conditions de marché sont appropriées, selon Rob Shuter, PDG de MTN. Pour rappel, l'introduction en bourse fait partie d'une série de sanctions imposées par les autorités nigérianes à MTN, suite au non-respect de l'échéance fixée pour radier les comptes de ses utilisateurs non enregistrés. MTN a à ce jour payé 165 Mds NGN (environ 540 M EUR) des 330 Mds NGN de l'amende également fixée. En parallèle, l'opérateur s'apprête à introduire en bourse 35 % de sa filiale ghanéenne pour une somme d'environ 800 M USD.

✉ Pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Cameroun : le groupe hôtelier français Onomo annonce son entrée sur le marché camerounais

Le tout premier hôtel du groupe sera construit à Douala. Le lancement des travaux prévu pour la fin du mois d'avril 2018. Il s'agit d'un investissement de 69,4 Mds FCFA mobilisés auprès de CDC Group plc et CIC Capital. Le groupe hôtelier contrôlé par la société Batipart, revendique une présence dans huit pays africains, pour dix hôtels (Dakar, Abidjan, Libreville, Bamako, Lomé, Cape Town, Johannesburg, Durban, Conakry, Kigali).

✉ alix.nembot@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ Nigéria : atelier d'information organisé à Business France

Le Nigéria est le « Géant d'Afrique » : 1^{ère} économie du continent, 1^{ère} population du continent avec ses 190 millions d'habitants, et près de 400 millions à l'horizon 2050. Il s'agit d'un vaste marché, et d'une étape incontournable dans le cadre d'une prospection en Afrique subsaharienne. La France est au premier rang en termes de stocks d'IDE, et le 1^{er} partenaire commercial du pays. Sous l'impulsion du Gouvernement, le pays se lance dans un vaste plan de diversification des activités industrielles et des services pour sortir du « tout pétrole ». Le potentiel de développement est considérable dans de très nombreux secteurs comme les filières agricoles, industrielles, télécommunications, infrastructures. En 2017, les efforts du gouvernement en vue de faciliter la reprise des investissements et la pratique des affaires se sont déjà traduits par une progression de 24 places au classement *Doing Business*. Le PIB de l'Etat de Lagos, capitale économique du pays, dépasse, avec plus de 100 Mrds d'USD, celui de la Côte d'Ivoire, du Cameroun, du Gabon et du Sénégal conjugués (Banque mondiale, novembre 2017). Le Nigéria recèle de nombreuses opportunités d'affaires pour les entreprises françaises. Pour identifier les secteurs porteurs, comprendre l'environnement des affaires, et obtenir des conseils sur la meilleure approche de ce marché d'avenir, venez participer à l'atelier d'information Nigéria organisé à Business France en juin 2018.

✉ maryse.aziza@businessfrance.fr

▼ Ghana : le Vice-président et quinze start-ups en visite à la Silicon Valley

Le vice-président de la République du Ghana, Mahamudu Bawumia, se rend dans la Silicon Valley pour une visite officielle de cinq jours, accompagné d'une quinzaine de start-ups ghanéennes principalement issues du secteur des TIC. Ce déplacement vise à explorer les rapprochements et partenariats possibles avec les grands acteurs américains des nouvelles technologies, tels que Microsoft, Facebook, Tesla et Alphabet. Le vice-président rencontrera également les entrepreneurs ghanéens ayant choisi de développer leurs projets dans la Valley. Parmi les start-ups qui accompagnent le vice-président figurent notamment Hubtel (fintech), DreamOval (fintech), Trotro Tractor (agritech) et Rancard (retail).

✉ Virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : 8^{ème} édition du forum *Africa It Telecom* à Abidjan du 19 au 20 avril 2018

Cette rencontre va rassembler 400 acteurs des secteurs public et privé, dont 10 ministres africains en charge des Technologies de l'information et de la communication (TIC). Les échanges viseront à réfléchir au renforcement de la coopération sud-sud, à la modernisation de l'administration et aux mécanismes de financement innovants. L'édition précédente avait permis l'adoption d'une déclaration, partagée par 300 professionnels de l'économie numérique issus de 25 pays africains, pour une plus grande collaboration entre gouvernements et administrations publiques en charge des stratégies numériques nationales.

✉ paul.vernus@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr
anne.cussac@diplomatie.gouv.fr
tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à : objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prenom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

